

Conakry, le 25 août 2025

N° Réf : 004/CP/TLP-GUINÉE/2025

À Son

**Excellence Monsieur Yaya Kairaba KABA, Ministre guinéen de la
Justice, Garde des Sceaux et des Droits de l'Homme. Sis à
Almamyia commune de Kaloum, BP 564, Conakry, Guinée.
S/C Voies Hiérarchiques**

Objet : Plaidoyer pour des mesures judiciaires urgentes.

Excellence Monsieur le Ministre,

Nous vous écrivons cette correspondance pour plaider en faveur des mesures judiciaires urgentes afin d'interpeller Monsieur Taliby Dabo sur ses révélations au cours de sa conférence de presse tenue dans la région administrative de Kankan, ce dimanche 24 août 2025 au moment où, le peuple guinéen, les familles des victimes et la communauté des défenseurs des droits humains s'inquiètent de l'état de santé et du lieu de détention des activistes de la société civile guinéenne.

En application des dispositions de l'article 37 du Code de procédure pénale, nous vous demandons spécifiquement de donner des injonctions sérieuses aux procureurs généraux près des Cours d'appel de Conakry et de Kankan pour qu'ils prêtent une oreille attentive aux informations fournies par Monsieur Dabo afin d'identifier le lieu de détention, les auteurs, co-auteurs et complices de la disparition forcée d'Oumar Sylla dit Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah, figures majeures de la société civile ainsi que Habib Marouane Camara et Sadou Nimaga. Il est crucial que la lumière soit faite sur les enlèvements arbitraires et disparitions forcées des citoyens guinéens.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette affaire d'une préoccupation internationale. Nous sommes convaincus que vous prendrez des mesures urgentes pour protéger aussi les droits humains et garantir la justice dans notre pays.

Veillez agréer, **Excellence Monsieur Kaba**, l'assurance de notre très haute considération.

Pièce jointe :

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°001/CP/TLP-GUINÉE/2025.

Ampliations :

1. Présidence de la République de Guinée ;
2. Primature ;
3. Cour Suprême ;
4. Conseil National de la Transition ;
5. Parquets généraux de Conakry et de Kankan ;
6. Système des Nations Unies en Guinée ;
7. Haut-Commissariat des Droits de l'Homme (HCDH) ;
8. Ambassade des États-Unis ;
9. Ambassade de France ;
10. Ambassade du Royaume-Uni ;
11. Ambassade d'Allemagne ;
12. Ambassade de Chine ;
13. Ambassade de la Russie ;
14. Ambassade du Royaume d'Espagne ;
15. Ambassade d'Italie ;
16. Bureau Pays CEDEAO ;
17. Bureau Pays de l'Union africaine ;
18. Délégation de l'Union européenne ;
19. Amnesty International ;
20. Human Rights Watch ;
21. Front Line Defenders ;
22. Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) ;
23. Faïtières des organisations de la société civile ;
24. Groupe de la Banque mondiale (GBM) ;
25. Fonds Monétaire International (FMI) ;
26. Banque Africaine pour de Développement (BAD)
27. Organisation Guinéenne des Droits de l'Homme et du Citoyen (OGDH) ;
28. Mouvement syndical guinéen ;
29. Barreau de Guinée ;
30. Association des Magistrats de Guinée (AMG) ;
31. Maison de la Presse de Guinée ;
32. Syndicat des professionnels de la presse en Guinée (SPPG) ;
33. Familles des victimes ;
34. Archives.

Le Vice-coordonateur Pays

Alseny Farinta CAMARA

t1pguinee@tournonslapage.org

alsenyfarinta@gmail.com

Tél : +224 620 48 84 77

@fareinta